

András Hettyey: Allemagne et l'Europe Centrale et Orientale: l'anatomie d'un partenariat actif¹

Les changements tectoniques de 1989–1991 en Europe, c'est-à-dire, la chute du mur de Berlin, la réunification Allemande, et la transformation démocratique des pays de l'Europe centrale et orientale, ainsi que la dissolution de l'Union soviétique, créaient ensemble d'une nouvelle situation en Europe de l'Est. D'une part, le facteur fondamental de ces changements signifiait le rétablissement de l'Allemagne moderne et dynamique avec 80 millions d'habitants. D'autre part la „naissance” d'un tel groupe des pays dans la région de l'ex Block soviétique qu'ils étaient déterminés par les problèmes de la transition démocratique ainsi que ceux de difficultés de la transformation d'un marché dirigé au marché libre.

Les relations entre l'Allemagne et la région de l'Europe centrale et orientale étaient déterminées par l'héritage historique lourd du 20^{ème} siècle, en même temps, au cours de la guerre froide ces pays communistes réalisaient des relations étroites économiques et partiellement avec la RFA et ceux des Etats communistes. Si on compte sur la proximité géographique, et on calcule aussi l'infrastructure relativement bonne et la connaissance approfondie de la langue Allemande de Gdańsk à Trieste, ainsi que les liens culturels divers, nous pouvons dire que pour l'Allemagne, il y avait un vrai avantage par rapport aux concurrents (p.e. France, Italie, Grande-Bretagne, États Unis) au processus de la création des contacts personnels avec les élites nouvelles démocratiques en Europe centrale et orientale.

En 1990, les représentants de la vie politique, économique et culturelle Allemande avaient une connaissance spéciale et profonde concernant la zone qu'elle ne ressemblait pas à aucun d'autre pays. En même temps, Bonn précisait presque immédiatement qu'ell n'avait pas cherché une domination absolue dans cette région. Pour démontrer cette nouvelle politique prudente, l'Allemagne unifiée ne développait pas une stratégie générale envers la région de l'Europe centrale et orientale (les pays nommés PECO). Pour Bonn, la politique d'élargissement de l'Union Européenne remplacait le rôle de la stratégie au domaine de la politique étrangère.

„Au lieu de Mitteleuropa, c'est l'élargissement” – on peut résumer les principes de la politique étrangère Allemande, en se référant aux plans expansifs allemands formulés à Berlin avant la Première Guerre mondiale. La raison de ce prudence était qu'une certaine politique forte, active et agressive allemand envers la région de l'Europe orientale et centrale (c'est-à-

¹ L'étude a été supportée par la Bourse de recherche János BOLYAI de l'Académie hongroise des sciences.

dire un nouveau „*Plan de Mitteleuropa*“) aurait donné la naissance des préoccupations au sujet de la renaissance de l'hégémonie Allemande non seulement dans les pays voisins d'Europe orientale et et orientale mais aussi chez les anciens partenaires de l'Allemagne, en particulier, en France où on pouvait constater le renforcement de la caine à cause de la modification des positions Allemandes dans cette région. C'est pourquoi le gouvernement allemand préfèrait à agir au domain de la diplomatie dans les anciens pays socialistes, nommés nouveaux pays démocratiques, dans les cadres multilatéraux, et en concentrant sur la politique d'élargissement de l'Union européenne.

L'Allemagne approuvait fortement l'intégration euro-atlantique de la Hongrie ainsi que celle de l'autre pays de l'Europe centrale et orientale pour de nombreuses raisons. Par des raisons proprement politique, l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale correspondait à la façon Allemande de la pensée, dans laquelle – selon les mots du chancelier Helmut Kohl (CDU) – les Allemands pouvaient imaginer une Allemagne unifiée et libre dans une Europe unifiée et libre. „*Il nous est inacceptable de penser que les frontières occidentales de la Pologne et la République tchèque seraient celles des frontières permanentes de l'Union européenne*“ – déclarait Helmut Kohl en 1993. D'autre part, en raison d'héritage historique lourd, Bonn avait une responsabilité morale – principalement avec la Pologne et la Tchécoslovaquie –, et elle approuvait l'intégration euro-atlantique de ces pays. Cependant, les relations de l'Allemagne et la Hongrie avaient évoluées sans difficultés à cause du passé commun moins chargé par rapport aux autres pays de la région.

La position géographique de la politique de l'Allemagne signifiait un autre facteur essentiel à la politique Allemande de élargissement. L'Allemange était directement intéressé aux événements effectués aux pays de la région, qui aurait signifié un vrai défi pour la diplomatie Allemande si les crises et conflicts politique, économiques et nationaliste auraient éclatés dans ces pays voisin de l'Allemagne. Après 1990, l'Allemagne restait un pays à l'arrière plan, elle n'était plus à la frontière des deux block idéologiques, mis elle se trouvait entre les pays riches de l'Ouest et les pauvres de l'Est. Par conséquent, l'Allemagne était menacée aussi par les flux migratoires ainsi que celles des catastrophes écologiques et la pénétration de la criminalité organisée. La politique étrangère Allemande avait essayé d'empêcher ces phénomènes par les supports de l'intégration européenne.

A l'arrière plan de la soutenance de ces pays, bien sûr, il y avait aussi des raisons économiques. Le commerce connaissait une croissance dynamique entre L'(Ouest) Allemagne (la RFA) et l'Europe centrale et orientale depuis les années 1970, ce que était particulièrement vrai pour les relations Hongrois-Allemande. Au cours de la seconde moitié

des années 1980, la RFA avait 16-17% dans le commerce Hongrois. En 1992, 25% des exportations Hongroises et 24% des importations se passaient avec l'Allemagne. Entre 1990–2004 les exportations Allemandes vers Hongrie et la Pologne ont quadruplé, tandis que les importations Allemandes étaient huit fois plus. Aujourd'hui, l'Allemagne est la plus grande partenaire commerciale pour tous les quatre pays de Visegrad: 31% du commerce extérieur de la République tchèque, par exemple, se réalisent avec son voisin de l'Ouest, tandis que la part de la France est seulement 5%. En ce qui concerne les investissements étrangers, la RFA également réagait à la première heure. Pour 1993, c'étaient déjà d'entreprises Allemandes qui avaient été les plus grands investisseurs en Hongrie, et ces faits n'ont pas changé pour aujourd'hui. En Pologne, les entreprises Allemandes sont également les plus grandes investisseurs, pendant que en République tchèque elles s'occupent la deuxième place. C'est-à-dire, il n'est pas surprenant que les acteurs de l'économie Allemande se sont aussi intéressés déjà à la Hongrie au cours des années '90 (et aux d'autres pays d'Europe centrale et orientale), à l'intégration politique et juridique rapide de la Hongrie, parce qu'il semblait possible de la „sécurisation” de leurs investissements, et maintenir leurs nouveaux investissements sans problèmes.

De même que la tentation de la vie riche et libre pour les sociétés des pays ex-communiste faisaient facilement des clients potentiels en Europe centrale et orientale pour les investisseurs allemands, et elle améliorait les positions Allemandes dans cette région et pourraient également fournir des opportunités significatives pour l'économie Allemande. Il est nécessaire de souligner que la politique étrangère Allemande – contrairement à d'autres pays – finançait également la transformation économique des pays de l'Europe centrale et orientale, (plusieurs fois par des sérieux aides financiers non remboursables). D'après les données du Bundestag, Allemagne lâchait des crédits de 18 milliards mark entre 1989–1993 pour les trois pays de Visegád. Pour la Tchécoslovaquie ce signifiait que Bonn supportait avec 558 mark per person de la transformation économique du pays.

Au cours des années 1990 la coopération avec l'Allemagne ont été fructueuse pour les pays d'Europe centrale et orientale, et non seulement en termes financières. Pour ces pays les contacts allemands signifiait les possibilités de la modernisation rapide, et l'accélération de la transformation de ces pays pour obtenir le „savoir-faire technologique” de l'Europe occidentale (et à travers de cela l'augmentation de niveau de vie). Dans le domaine de politique générale et de la politique de sécurité il y avait également un consensus spécial entre l'Allemagne et les pays de l'Europe centrale et orientale que ces derniers ont placés dans l'Union européenne et l'OTAN, et l'Allemagne les encouraient au processus de l'intégration

euro-atlantique. Alors que les acteurs de l'économie et de la politique allemands parfois ralentissaient et entraînaient l'intégration (par ses intérêts à court terme), mais l'attitude de Bonn et Berlin étaient sans doute la plus positive et favorable à la question de l'élargissement de l'Union Européenne que celle de la France.

Avant 2004, il y avait de l'identité d'intérêts communs entre l'Allemagne et les pays de l'Europe centrale et orientale au-dessus des grandes questions. Grâce à ces coopérations étroites, les relations amicales restaient après l'invasion irakienne en 2003, tandis que l'attitude politique et la position diplomatique des nouvelles démocraties en Europe Centrale et orientale étaient complètement différentes par rapport aux positions de la France et l'Allemagne, et aux puissances principales de l'Union Européenne.

Les relations de l'Allemagne avec la région changeait sans doute depuis 2004, on peut dire, elles sont devenues normales. Les pays de l'Europe centrale et orientale se sont déjà intégrés dans le cadre européen, et les relations bilatérales de l'Allemagne avec ces pays se sont aussi intégrées dans les cadres euro-atlantiques. Ces signifient que les deux parties cherchent des réponses aux problèmes dans un esprit de dialogue et de compromis. Naturellement, ils sont de questions litigieuses. En ce qui concerne le cadre financier de sept ans de l'Union Européenne, les PECO voulaient maximiser les montants destinés à la politique de cohésion, tandis que l'Allemagne visait à réduire le budget de l'Union Européenne. Il est évident qu'ils existent des différences aux autres questions, comme l'intégration possible de la Turquie dans de l'Union Européenne.

Quoiqu'il en soit ces problèmes sont éclipés par le débat actuel sur la politique d'immigration. On peut dire la thèse que cette question plus divise l'Allemagne et les pays de l'Europe centrale et orientale que celles d'autres affaires.

En raison de sa situation géographique, la Hongrie s'est exposée le plus sur cette question. En bref, la position Hongroise est que les frontières extérieures de l'Union Européenne doivent être protégées, les immigrants doivent être enregistrés, et il est nécessaire de distinguer les migrants économiques des réfugiés de guerre. La position Hongroise est en contraste frappant avec les déclarations de la chancelière Angela Merkel en Août-Septembre 2015 qui a été plus permissive envers les immigrants.

La majorité des politiciens allemands ont critiqué catégoriquement la construction de blocus des autorités Hongroises, ainsi que celles des actions des Hongrois pour la sécurité des frontières Hongroises, tandis que les pays de la région approuvent la Hongrie, et les pays de Visegrad ont refusé le quota de réfugiés supportés par l'Allemagne parce que les leaders de

ces pays estiment que il n'est pas possible d'établir la politique de migration sur un pays par force.

Pour comprendre des facteurs de la position hostile des pays de PECO (et ses opinion publics) il faut souligner que la majorité des populations ont vraiment peur des immigrants à cause de ses faible niveaux de vie, et en considérant que les immigrants pourraient réduire les niveaux de salaires déjà faibles et imposer un fardeau supplémentaire sur les systèmes de protection sociale. En outre, les pays d'Europe centrale et orientale sont des états-nations relativement homogènes, et ils n'ont pas d'expérience historique sur les immigrants provenant d'autres régions culturelles.

Bien que la politique d'immigrant d'Angela Merkel et son gouvernement ait commencée à s'approcher de la position hongroise au cours des dernières semaines, mais en tout cas il est soulevé un ressentiment grave en Allemagne que les pays de l'Europe centrale et oriental ayant demandé de „solidarité” des pays de l'Europe occidentale, mais ils ne veulent pas faire preuve de solidarité réciproquement avec le quota des immigrants.

Quant à l'avenir de la relation, on peut dire que la „*lune de miel*” des années 90 – lorsque l'Allemagne et les pays de l'Europe centrale s'étaient mis d'accord sur toutes les questions importantes – ne devrait pas probablement revenir. En plus, les différences économiques ne changeaient pas de façon significative après 1990. Il est toujours des graves différences au niveau de vie entre l'Allemagne et les pays de la région. Probablement, c'est de facteur qu'il est probable d'augmenter le nombre des questions dans lesquelles l'Allemagne et les pays de la région auront des opinions différentes. On peut en voir sur la politique de l'immigration ainsi que l'aide financière de la Grèce. (p.e. La Slovaquie utilise l'euro, mais le gouvernement slovaque déclarait une position différente que l'Allemagne).

Les relations entre L'Allemagne et la Hongrie, et avec les pays de l'Europe centrale et orientale, ne seront soumise aux dommages permanents à cause de la situation de la migration et celle de la crise Grec. Comme les 25 années dernières nous montrent, le rapport entre l'Allemagne et les PECO pourrait supporter les désaccords et les conflits parce que – c'est un élément essentiel! – ces pays ont toujours des mêmes intérêts politiques sur la base de la communauté des valeurs.

En outre, les 25 dernières années nous également montrent que les relations économiques fonctionnent si il y une certaine tension politique entre les pays. En dépit de sérieuse divergence d'opinion entre les différents pays de Visegrád et l'Allemagne, ils supportaient cette dernière à l'occasion de voter des sanctions contre la Russie.

Les pays de l'Europe centrale et orientale qui avaient profités des changement effectués pendant les années passées, pensaient que le *status quo* européen créé en Europe entre 1989–1991, sont vraiment menacé par le président Poutine. Il faut souligner que 'il n'y a pas une telle communauté profonde des valeurs et d'intérêts entre Moscou et les pays de l'Europe centrale et orientale, et la Russie était incapable de remplacer les Allemandes dans la région, ainsi il est sûr que les positions attrapées de l'Allemagne en Europe centrale et orientale resteront pour longtemps, surtout après 2014.

Traduit par Zoltán GARADNAI